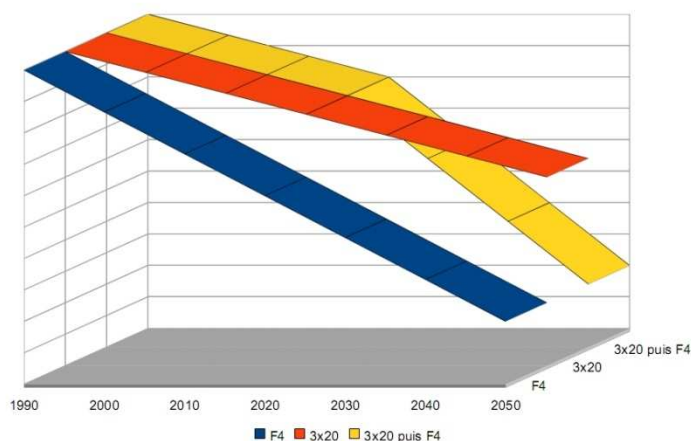


## 2020 contre 2050 ?

Gérard Magnin, Energie-Cités, septembre 2009

Les défis énergétiques et climatiques auxquels nous sommes confrontés nous obligent à penser simultanément les court, moyen et long termes. C'est un exercice inédit, surtout quand on pense qu'il concerne tous les acteurs de la société et tous les secteurs d'activité. Les consensus sur ce sujet sont assez forts lorsque la date est éloignée (par exemple "facteur 4" – F4 - à l'horizon 2050). Ils se fragilisent pour des étapes plus courtes prétendument orientées vers cet objectif (les "3 x 20" en 2020). Ils éclatent lorsqu'il s'agit de préparer le budget de l'année suivante (par exemple une taxe énergie-climat pour 2010). Cet emboîtement de dates pose en effet plusieurs problèmes et entretient une forte confusion.

**1 – Il est inexact de prétendre (même implicitement) que les "3 x 20" en 2020 sont alignés sur le "facteur 4" en 2050.** La trajectoire imprimée par "3 x 20" (avec base 1990, donc sur une période de 30 ans) nous emmène davantage vers un facteur de réduction de 1,4 à l'horizon 2050 (30 ans après 2020). On est donc loin de l'objectif mais on fait comme si ce n'était pas le cas... C'est pourquoi -40% à l'horizon 2020 serait l'objectif pertinent (n'oublions pas que 2020 est le mi-parcours 1990-2050 !). En indice, cela donnerait : 100 en 1990 ; 60 en 2020 (-40% base 1990) et 20 en 2050 (- 80% base 1990 et surtout -66% base 2020). Avec -20% en 2020 et F4 en 2050, les efforts post-2020 devraient être exceptionnels et pour tout dire hors de portée.



**2 – Les réductions d'émissions se font d'autant plus facilement que la situation de départ est mauvaise car on élimine le plus simple au début.** On a pu voir comment les nouveaux Etats membres de l'UE – plutôt fortement émetteurs - ont réussi, par le simple ajustement de leurs économies et de leurs sociétés, à atteindre des taux de réduction importants. Grâce à eux, l'UE (à 27 en fin de période contre 15 en début) aura atteint ses objectifs de Kyoto, malgré de très mauvais élèves ouest-européens. En conséquence, réduire les émissions de 20% entre 1990 et 2020 ne représente qu'un effort relativement faible par rapport à ce qui sera nécessaire au delà de 2020.

**3 – Pourtant, l'objectif (le plus facilement atteignable) de -20% en 2020 apparaît souvent comme "hors de portée" comme en témoignent les compromis qui ont été nécessaires pour aboutir au Paquet Energie-Climat de l'UE, la façon dont se préparent les budgets publics 2010 ou, plus pratiquement, les plans d'actions locaux qui se préparent dans un nombre grandissant de villes.** La récession économique se présente comme une opportunité pour atteindre les objectifs (elle engendre des réductions automatiquement), mais si la décroissance forte et prolongée est le seul moyen d'atteindre un jour le F4, ce sera avec du sang et des larmes. Le défi est ailleurs.

**4 – Viser un objectif (-20% en 2020) et non une trajectoire (F4 en 2050) nous conduit à l'impasse.** On peut en effet trouver des solutions techniques applicables à relativement court terme qui conduisent aux -20%. Par exemple substituer fortement vers le gaz, changer les chaudières et gagner en rendement, etc. C'est le langage que tiennent les gaziers. Mais, à supposer qu'on y arrive, que fait-on à partir de 2021 avec un parc immobilier équipé de chaudières individuelles au gaz pour aller vers le F4 ? Pour développer l'usage à grande échelle des énergies renouvelables ? Etc.

**5 – Infléchir “à la marge” semble être malheureusement la solution qui s’imposera à mesure que l’on se rapproche de 2020 qui deviendra vite un horizon de court terme.** En 10 ans, dans une ville, il est difficile d’infléchir des tendances lourdes des politiques d’urbanisme, de déplacement et de construction héritées des années où l’énergie était bon marché et qui perdurent largement aujourd’hui. On peut faire un peu plus de pistes cyclables, de lignes de bus ou de tramways, encourager des circuits courts alimentaires, réaliser un éco-quartier, etc., mais on ne “repense” pas la ville et encore moins sa péri-urbanité à un horizon aussi court. On touche aux concepts de prévisions (*forecasting*) qui corrigent des tendances non souhaitées plutôt qu’elles ne les inversent. Au final on a “fait moins mal” que le scénario tendanciel. Et le risque est grand de ne pas atteindre des objectifs...limités, tant il est vrai que des changements mineurs dénués de vision et d’enthousiasme peuvent être plus difficiles à faire accepter que des défis plus ambitieux.

**6 – C’est seulement en pensant la ville à un horizon plus lointain (une ou deux générations) que l’on peut se donner les moyens de “changer la donne”.** Quelle est la ville du “F4” ? La ville post-carbone ? Un patrimoine bâti ‘F4’ en 2050, cela veut dire ne plus construire en deçà de standards passifs *dès aujourd’hui*, passer à 50kWh/M2/an les consommations de chauffage de l’existant à mesure que la rénovation se réalise, et installer systématiquement des solutions en énergies renouvelables. Des déplacements “F4”, c’est réaliser au moins 50% des déplacements à pied ou en vélo, 40% en transports en commun, c’est-à-dire *dès aujourd’hui* se mettre sur cette trajectoire en rendant accessibles, par des modes doux, les services publics et privés du quotidien dont nous avons besoin. Une alimentation “F4” c’est produire 20 à 30% des produits alimentaires dans une zone maximum de 100 km et donc sanctuariser *dès aujourd’hui* les zones périurbaines non construites, etc. On aura recours ici aux méthodes de “*backcasting*” qui consistent à décrire un futur désirable (et durable) et définir les stratégies (flexibles) permettant d’y parvenir.

## Conclusion

**Le “F4”, c’est un changement de civilisation.** Le choix est malheureusement simple : nous y diriger de plein gré, de façon désirée, ou devoir un jour l’accepter de force, sous la pression d’événements énergétiques et climatiques qui ne manqueront pas de se produire, avec toutes leurs conséquences économiques, sociales et territoriales. C’est pourquoi l’implication d’Energie-Cités dans la mise en œuvre au niveau local des 3x20, en particulier au niveau de la Convention des Maires<sup>1</sup>, doit se doubler d’une réflexion prospective sur le long terme, de façon à articuler les deux exercices.

C’est le sens de l’initiative IMAGINE<sup>2</sup>. C’est faire le pari que des objectifs ambitieux qui transforment notre mode de vie (que nous n’hésitons pas à critiquer tout en étant réticents à le changer), qui réconcilient sobriété énergétique et qualité de la vie, qui nous rendront fiers d’habiter une ville durable, etc., sont susceptibles d’activer des forces insoupçonnées dans la société. De nombreuses villes sont en train de le démontrer !

Alors que la politique régionale européenne – et combien d’autres ! – n’ont pas intégré les changements indispensables pour prendre en compte les 3x20 (décidés après les politiques 2007-2013), il est indispensable d’amorcer dès maintenant les réorientations nécessaires. Et préparer une politique pour 2014-2020 qui devra révolutionner les approches traditionnelles. Utopie ? Mais avons-nous vraiment le choix ?

---

<sup>1</sup> [www.eumayors.eu](http://www.eumayors.eu)

<sup>2</sup> [www.imagineyouenergyfuture.eu/blog](http://www.imagineyouenergyfuture.eu/blog)